



La « perte de sens » du travail, dénoncée ici avec les bas salaires et le manque de moyens, durant les manifestations contre l'inflation et la réforme des retraites à l'appel de l'intersyndicale. PHOTO AFP

TRIBUNE

## Activités réelles de travail et nouvelles consciences collectives

Daniel Faïta, professeur émérite des universités

Pierre Bachman, ingénieur à la retraite, militant syndical, politique et associatif

Roger Moncharmont, ancien inspecteur du travail, animateur du collectif « C'est quoi ce travail !? », plateforme collaborative de débats citoyens sur le travail ([cestquoicetravail.fr](http://cestquoicetravail.fr))

Quand on discute des activités humaines, c'est l'emploi qui l'emporte.

On peut le comprendre du fait de la tragédie du chômage. Mais ce faisant, le travail devient une branche de l'emploi alors que la réalité est inverse. Le travail est bien plus grand... Il est, au sens le plus large du terme, « la façon d'être au monde de l'homme » (Georges Canguilhem, 1947) ou « l'activité humaine qui vise à la réalisation et à l'accomplissement de soi, à l'action sur le monde et dans le monde pour le changer et le transformer » (Robert Salais, séminaire syndical, juillet 2009).

Le rabougrissement du travail dans l'emploi est probablement significatif des difficultés à tracer la voie d'alternatives politiques et sociales. Il réduit les luttes à la défense de l'emploi, parfois aux partages, mais enferme l'action dans les rapports économiques et juridiques dominants de la subordination (conventions, salaires, droits, précarité ou stabilité, etc.). Ainsi, les activités de travail perdent leur signification anthropologique et donc de leur légitimité dans nos sociétés. Il nous semble urgent de dépasser cette situation, d'autant

plus que les forces dominantes agissent en permanence sur le « réel » des situations de travail contenues dans l'emploi, afin d'assurer leur hégémonie nécessaire à la réalisation des profits.

Le travail devrait donc se définir comme l'activité humaine qui crée des valeurs et des richesses et qui doit se nourrir de valeurs pour cette création. C'est le travail qui fait l'humain, avec la pensée et le langage.

Dans ce but, il faut procéder à un basculement culturel inversant les réflexions et les paradigmes sur lesquels ils sont le plus souvent ancrés. Il nous faut prendre le temps et les dispositions, créer les lieux et les moments afin de replonger dans le « réel » des situations personnelles et collectives vécues par chacune et chacun dans l'accomplissement de ses activités. L'exploration organisée et persévérante de cette co-construction donnerait force et légitimité à des propositions et démarches alternatives communes permettant de tracer les voies d'une transformation réussie des rapports sociaux.

À l'instar de ce qui s'est passé au XIX<sup>e</sup> siècle, à l'expérience des Bourses du travail, pourraient naître de nou-

velles consciences et légitimités collectives ayant vocation à devenir hégémoniques.

Ainsi, les contraintes, l'éthique et les efforts à accomplir pour toute activité, au-delà de la subordination, seraient sources de créativité et génératrices de nouvelles dynamiques de développement, ne serait-ce que pour gérer les aléas de la vie. Voici la visée.

Dès lors, il faudra confronter les diverses et nombreuses réflexions ou propositions axées sur « l'emploi », essentiellement globalisantes, construites par le haut, pour en apprécier la pertinence ou la légitimité grâce à cette démarche de reconstruction possible de consciences collectives par l'expérience.

Les activités humaines seraient ainsi progressivement reprises en main par celles et ceux qui les réalisent et qui, de la sorte, se réalisent en tant qu'êtres humains. Ils donneraient sens à la société dans laquelle ils vivent. Simultanément, dans l'expérience de ce mouvement, se formuleraient de nouvelles normes, de nouveaux concepts et pouvoirs permettant de dépasser les signifiants du passé afin d'ouvrir de

nouveaux horizons « au-delà de l'emploi », vers une nouvelle « civilisation du travail », probablement « autogérée », au-delà de celle, millénaire, de son « exploitation ». « L'ergologie » ou « l'ergonomie de l'activité » qui se développent depuis les années 70-80, peuvent y contribuer (Alain Wisner, Yves Schwartz, Daniel Faïta, Jacques Duraffourg).

Dans ce processus, pourquoi ne pas imaginer l'émergence de « sécurités sociales du travail » permettant d'embrasser, reconnaître et garantir toutes les activités personnelles et collectives créatrices de valeurs ? Reconnaître et garantir sur la base de capacités économiques et productives orientées vers la satisfaction des besoins humains, négociées et délibérées collectivement, dans un état de démocratie « au-delà », elle aussi, de la démocratie indirecte et délégataire dont on constate aujourd'hui la profonde crise.

Les luttes actuelles pour la défense des « conquises » auraient d'autant plus de force qu'elles se situeraient dans ces perspectives. Il s'agit, in fine, de remettre en chantier la dialectique « activités - travail - besoins - démocratie ». « L'humain d'abord ! »